



L'UE met l'Italie (et l'Europe du Sud) en état de siège économique

Par [Daniele Pozzati](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 27 avril 2020

[Strategic Culture Foundation](#) 19 avril 2020

A son arrivée, les pays du sud de l'Europe, historiquement oubliés de la croissance du XXe siècle, étaient montés à bord du vaisseau UE avec un soulagement visible et restaient depuis ses plus ardents partisans : ils étaient enfin passés du stade de pays-réservoirs de travailleurs immigrés à la « cour des grands ». Mais une conjonction d'événements récents est en train de bouleverser leur relation avec Bruxelles, notamment pour l'Italie : d'une part la réponse consternante de l'Union à son combat contre le Covid-19, d'autre part et encore plus significativement, ses perspectives de croissance en tandem avec sa vieille partenaire commerciale de l'ancienne Route de la soie, la Chine, depuis son adhésion, [en mars dernier](#), à la nouvelle itération de l'entreprise historique ouverte par Xi.



En orange et en jaune, l'Empire Byzantin. Tous ces pays, [Byzance en tête](#), faisaient partie du réseau commercial de l'ancienne Route de la soie maritime et terrestre et en restent aujourd'hui des carrefours privilégiés.

Pour l'Italie, la nouvelle Route de la soie est la promesse d'un retour à une prospérité peut-être inégalée depuis l'Empire byzantin, rien de moins. Est-ce que cette nouvelle donne - mépris affiché de la part de l'UE d'un côté, ouverture historique vers l'Asie de l'autre - suffira à pousser Rome à plier bagages ?

Dans l'article qui suit, l'auteur retrace les difficultés de l'Italie avec l'UE.

Ils sont venus, ils ont vu - et ils ont été conquis.

Les pays du sud de l'Europe, menés par l'Italie et l'Espagne, avec une aide poussive de la France, ont perdu une autre bataille face à leurs voisins du nord lors de [l'Eurogroupe](#), la réunion informelle des ministres des finances de la zone euro dominée par l'Allemagne.

Jeudi dernier, juste avant le long week-end de Pâques, l'Eurogroupe a convenu, après trois jours de discussions, d'un plan de sauvetage de 540 milliards d'euros pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie de coronavirus.

Le diable, comme toujours, se trouve dans les détails - de la [déclaration de l'Eurogroupe](#) qui l'a conclue.

À la consternation de l'Italie et de l'Espagne, il n'a pas été fait mention des Eurobonds. Aucun partage des conséquences économiques de la pandémie. Pas d'injection de liquidités par la BCE. Seul le très redouté mécanisme européen de stabilité (MES) a été proposé.

Présentation de la bête

Le MES a été créé en 2012, et sa réputation douteuse a émergé en 2015, avec les négociations sur la crise de la dette grecque.

La section « [À propos](#) » de son site web explique : « Le mécanisme européen de stabilité (MES) a été mis en place en tant qu'institution financière internationale par les États membres de la zone euro pour aider les pays de la zone euro en proie à de graves difficultés financières ».

Ensuite, nous apprenons comment un tel coup de pouce accomplit son travail caritatif : « Il accorde des prêts d'urgence mais, en contrepartie, les pays doivent entreprendre des programmes de réforme ».

Le Mécanisme de stabilisation d'urgence est donc un prêteur international dont l'aide financière est assortie de conditions, tout comme les prêts du Fonds monétaire international (FMI).

Arrivée de la Troïka

Ce n'est pas un hasard si le FMI participe lui-même à l'élaboration de ces « programmes de réforme » et constitue la Troïka avec la Commission européenne (CE) et la Banque centrale européenne (BCE).

Pour pouvoir bénéficier de prêts au titre du mécanisme de stabilisation, un État membre doit s'engager à respecter les programmes de réforme établis par la Troïka : c'est ce que l'on appelle, dans le jargon typique de Bruxelles, la « [conditionnalité](#) ».

Comme une entreprise en faillite, l'État aidé financièrement se plie à une sorte

d'administration contrôlée, la Troïka agissant en tant qu'administrateur de l'insolvabilité.

Suit la « restructuration de la dette ». Il s'agit de novlangue UErwellienne pour les politiques d'austérité « taxer-et-couper » que nous avons vues auparavant ailleurs. Taxer les classes ouvrières et moyennes, et opérer des coupes sombres dans le filet de sécurité sociale et la fonction publique.

La Grèce subit ce sort depuis 2008, avec une crise de la dette, une montée en flèche du chômage, une pauvreté généralisée et la perte de « [plus d'un quart](#) » de son produit intérieur brut.

Berlin trompe Rome : pas de conditions à une condition

Il va sans dire que le simple fait de mentionner le MES et la « conditionnalité » (= les politiques d'austérité de la Troïka) est devenu de la dynamite politique en Italie.

La coalition au pouvoir en Italie est composée de deux partis principaux : le PD (les Démocrates italiens), de centre-gauche, farouchement pro-UE et pro-OTAN, et le Mouvement Cinq Étoiles, un parti de gauche. Ce dernier est farouchement opposé au MES.

Sous la pression des députés « Cinq étoiles », le Premier ministre italien Giuseppe Conte a qualifié le MES d' « instrument absolument inadéquat » pour résoudre la crise financière italienne, et a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne le signerait jamais.

Conte a fait pression pour obtenir des Eurobonds, et a même essayé de persuader le public allemand de les accepter en donnant des interviews à la première chaîne allemande ARD et au quotidien allemand le plus vendu, le Bild Zeitung.

En vain. L'Allemagne et la Hollande, qui ont mené l'opposition du Nord aux Eurobonds (une sorte de dette publique à l'échelle de l'UE), ont été inébranlables.

Vaincus, et devant une opposition furieuse, Conte et son ministre des finances, Roberto Gualtieri, ont prétendu avoir au moins obtenu un MES sans conditionnalité.

Là encore, le diable se cache dans les détails de la déclaration de l'Eurogroupe. Les États membres peuvent accéder aux fonds du MES sans conditionnalité - attendez - à une seule condition : uniquement pour couvrir les dépenses de santé supplémentaires !

Pour les conséquences économiques et financières de la crise du COVID-19 - subventions pour les entreprises durement touchées, allocations de chômage, etc. - le MES est assorti de la « conditionnalité » habituelle.

Et avec elle, nous revenons à la Troïka, et au redoutable scénario grec.

Un Italexit imminent ?

Le gouvernement italien a cependant commis une erreur majeure en poussant à l'émission d'Eurobonds, selon le professeur d'économie Alberto Bagnai, qui préside la commission parlementaire des finances de l'État italien.

Dans une interview à la web TV indépendante Byoblu, le Pr Bagnai [a expliqué](#) pourquoi les Eurobonds sont inadéquats, en tant qu'instrument financier, pour faire face à la crise actuelle – deux raisons :

« D'abord, parce que les gouvernements allemand et néerlandais se sont toujours opposés à une mutualisation de la dette à l'échelle européenne – les Eurobonds sont tout simplement quelque chose que ces gouvernements ne pourraient jamais justifier devant leurs électeurs ».

« Ensuite, les Eurobonds nécessiteraient la mise en place d'une structure techno-politique chargée de les émettre – rien que cela prendrait plusieurs mois, alors que les citoyens et les entreprises italiens sont actuellement chez eux, sans travail ni prestations, et ont donc besoin d'une aide immédiate ».

En proposant un outil encore plus inadéquat – et dangereux – comme le MES, l'UE montre à son tour qu'elle vise réellement à mettre l'État italien en faillite :

« La seule institution qui peut intervenir rapidement en injectant des liquidités dans le système est la Banque centrale européenne. Soit elle le fait, soit elle s'avère inutile ».

« Avec le MES comme seul moyen pour l'Italie d'obtenir les liquidités dont elle a besoin, la voie est ouverte pour une restructuration de la dette publique italienne, et avec elle, la Troïka pourrait enfin dépouiller l'Italie de son épargne et de ses actifs ».

L'Italie pourrait donc avoir à choisir entre un scénario à la grecque et un scénario de type Brexit.

Selon un [récent sondage](#), la moitié des Italiens (49 %) souhaitent déjà quitter l'UE. Plus significatif encore : le pourcentage de Pro-Remain est passé de 71 % en novembre 2018 à 51 % en avril 2020.

Si les élections avaient lieu maintenant, une coalition de droite et eurosceptique gagnerait facilement.

Dans sa tentative de faire passer Rome sous les fourches caudines de la Troïka afin que l'Allemagne et d'autres pays de l'UE puissent piller les actifs et l'épargne italienne, l'UE perd rapidement la faveur des Italiens – et pourrait finalement perdre l'Italie en tant qu'État membre.

Daniele Pozzati

Paru sur [Strategic Culture Foundation](#) sous le titre *The Troika Horse: EU Corona Package Puts Italy (and Southern Europe) Under Economic Siege*

Traduction et note d'introduction Corinne Autey-Roussel pour [Entelekheia](#)
Photo Pixabay

La source originale de cet article est [Strategic Culture Foundation](#)
Copyright © [Daniele Pozzati](#), [Strategic Culture Foundation](#), 2020

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca